

## Pollution : Meurtrière providence\*

Il faut saluer la parution du premier livre marxiste révolutionnaire sur la pollution ; il s'agit de *Murderous providence* (meurtrière providence) de Harry Rothmann (Ed. Hart-Davis, Londres), zoologue, professeur de sociologie des sciences à l'Université de Manchester.

Son livre est une première contribution à l'analyse politique du problème de la pollution. Sa qualité principale réside dans le fait qu'il réalise une revue très complète des faits et gestes concernant la pollution. Cette mise en évidence des faits est à elle seule extrêmement démystificatrice et constitue un instrument formidable de propagande anticapitaliste. Pour Rothmann, la pollution n'est causée ni par la croissance économique, ni par la surpopulation mais est une conséquence nécessaire de la logique du profit et de l'anarchie capitalistes.

### La barbarie capitaliste

Le chapitre que Rothmann consacre à la pollution par le mercure et par le cadmium, et à l'histoire de cette pollution met en évidence de façon horrifiante jusqu'à quelles décisions criminelles les capitalistes vont pour économiser sur l'élimination des déchets, pour augmenter leurs profits, quelles que puissent être les conséquences humaines et écologiques de ces économies. Il cite dans un autre chapitre une phrase d'un cynisme merveilleux d'un journaliste de la distinguée revue bourgeoise américaine *Industrial Week* (5 décembre 1969) :

(\*) Cet article a paru pour la première fois dans les numéros 55 et 56 de *La Brèche*. C'est un commentaire du livre d'Harry Rothmann : *Murderous Providence*, Ed. Hart-Davis, Londres.

*« Les entreprises industrielles ne sont pas là pour servir le peuple, mais pour faire des profits. Cela implique qu'un revenu maximum est attendu de l'investissement minimum ; en conséquence l'attitude courante envers la lutte contre la pollution est que c'est de l'argent dépensé en pure perte. »*

A Minamata, au Japon, l'usine chimique de la Chisso Corporation a déversé de 1950 à 1958 des déchets contenant du mercure dans la baie de Minamata. Les poissons et autres animaux marins accumulèrent ce mercure dans leurs tissus, jusqu'à 40 ppm (parties par million). Les habitants de l'endroit se nourrissant surtout de produits de la pêche dans la baie, accumulèrent également le mercure dans leurs tissus. Le mercure est un poison cumulatif. Pratiquement pas éliminé par l'organisme, il s'accumule surtout dans le cerveau et ses effets nocifs croissent avec sa concentration. En 1956, plus de 42 cas d'empoisonnement par le mercure furent diagnostiqués à Minamata. Les propriétaires de l'usine nièrent avoir quoi que ce soit à se reprocher. Les autorités interdirent simplement la pêche dans la baie. Mais l'interdiction ne semble pas avoir été respectée. Entre 1953 et 1960, 111 personnes au total furent empoisonnées, dont 52 moururent. Elles ressentaient d'abord des maux de tête, de la fatigue et de l'irritabilité, puis un engourdissement des doigts, orteils, lèvres et langue ; puis une décoordination des mouvements, un brouillage de la vue, des difficultés de parole et d'audition, et enfin dans les cas graves, des tremblements, une désintégration de la parole, l'engourdissement des membres, des dommages aux reins et la surdité. L'empoisonnement au mercure est connu depuis longtemps, depuis plus d'un siècle, depuis les empoisonnements des ouvriers des chapelleries où des composés du mercure étaient utilisés dans le traitement du feutre. L'élimination du mercure des déchets industriels ne pose aucun problème scientifique ou technique. Mais elle coûte évidemment.

La Chisso arrêta de déverser ses déchets dans la baie en 1958 ; elle allait les déverser dorénavant dans la rivière qui coule dans la baie. En 1960 une usine de traitement fut construite qui éliminait partiellement le mercure. Enfin, en 1966 cette élimination fut rendue complète. Mais ce n'est qu'en 1968, sous la pression de manifestations et de rapports scientifiques que les propriétaires de la Chisso reconnurent être responsables de la « maladie de Minamata ».

Les principaux pollueurs au mercure sont les usines de papier et de chlorure qui utilisent des électrodes en mercure. La découverte, au début des années 60, du fait que l'environnement de la Suède était largement contaminé par le mercure marqua le début de la sensibilisation populaire à la pollution dans ce pays.

Les grands trusts du papier ou de la chimie, par exemple américains, ont des ramifications commerciales internationales, des services d'information gigantesques. Il est impossible que leurs ingénieurs et leurs directeurs aient pu ignorer les expériences de leurs collègues japonais ou suédois. Le mercure qu'elles utilisent depuis des dizaines d'années, elles doivent l'acheter en tant que tel (2,7 millions de kg aux U.S.A. en 1969) ; il se trouve rarement dans les matières premières comme impureté ; un peu dans le pétrole. Le mercure n'est que très rarement censé passer dans le

produit ; ils ne peuvent ignorer qu'ils n'éliminent pas le mercure de leurs déchets, ni où passent ces déchets. Et pourtant, il fallut qu'un étudiant de l'Ontario ait la curiosité en mars 1970 d'analyser l'eau du lac le plus proche pour que le Canada et les U.S.A. découvrent que leurs eaux étaient largement polluées par le mercure. Rien que dans le Mississipi, la Kaiser Aluminium déversait 5,6 kg de mercure par jour à Bâton Rouge, et 15 kg à Gramery. La Dow Chemical 1,5 kg à Plaquemine et la Wyandotte Chemicals, appartenant à B.A.S.F., 5,3 kg par jour à Geismar, etc.

Il est à remarquer que l'Etat bourgeois réagit avec une sévérité exceptionnelle. Effectivement le mercure, à la différence des autres polluants, ne provoque pas seulement une dégradation lente de l'environnement et une corrosion du bien-être de la population, mais des morts, des empoisonnements extrêmement frappants, et si le mercure avait pu continuer à s'accumuler pendant quelques années encore, l'invalidation de milliers de personnes, tout cela causant des frais médicaux et des frais hospitaliers importants et des risques de réactions populaires brutales.

L'usine de la Wyandotte de Detroit reçut l'ordre en avril 1970 d'éliminer totalement le mercure des déchets qu'elle déversait dans la rivière. Elle proposa d'installer des systèmes d'élimination coûtant 100 000 dollars et faisant passer la quantité de mercure déversée par jour de 10 kg à 1 kg. L'administration refusa, jugeant cela insuffisant. Wyandotte proposa alors de déverser la saumure contenant le kilo restant non plus dans la rivière mais dans les galeries hors service de la mine de sel souterraine qu'elle exploite. L'administration refusa encore et exigea une élimination totale du mercure.

Le cadmium est aussi un poison cumulatif qui provoque un état de rachitisme et rend les os cassants comme du bois mort. Au début des années 50 un médecin de campagne japonais, Norborn Higano, diagnostiqua des cas d'empoisonnement au cadmium dans le bassin de la rivière Yintsu. Le cadmium provenait des eaux de lavage du minerai de mines en amont. Les mines déversaient ces eaux dans la rivière. Les eaux de la rivière étaient utilisées pour l'irrigation. Norborn Higano fit campagne pour forcer les industries minières à cesser leurs décharges d'eau de lavage. Elles l'accusèrent de vouloir s'enrichir en faisant chanter les industries. La population n'osa pas protester contre les seuls employeurs du coin. Rien ne changea. En 1967, devant une commission parlementaire enquêtant sur les empoisonnements au cadmium, Higano s'effondra : « Je n'étais qu'un petit médecin de campagne... je n'avais aucun pouvoir. »

## **La ménagère est responsable de la pollution... évidemment !**

La plus grande partie de la pollution des eaux et de l'air est le fait des déchets apparaissant inévitablement dans le cours de la fabrication d'un produit et que les industries rejettent entièrement ou partiellement dans l'air ou l'eau, ce qui n'est pas inévitable. Les détergents et les automobiles sont les deux principaux exemples où la pollution est le fait du produit fini pendant ou après sa consommation par « Monsieur-tout-le-monde ».

Et à ce titre, leur exemple est abondamment exploité par la bourgeoisie pour démontrer que « Monsieur-tout-le-Monde » pollue autant que les industries et que par conséquent seuls des sacrifices de tous pourront éliminer la pollution. Pour Rothmann, qui ne se fixe pas pour but de justifier le capitalisme, les faits concernant la pollution par l'automobile et les détergents imposent une toute autre conclusion. Son chapitre sur les détergents non seulement innocente la ménagère mais illustre de façon exemplaire comment le socialisme peut seul maîtriser le développement des forces productives sans polluer.

Le marché des détergents industriels et ménagers est une poule aux œufs d'or pour les capitalistes. Depuis le début des années 50, c'est le champ clos d'une lutte à couteaux tirés entre des compagnies dont le nombre a diminué au cours des années alors que leur taille croissait. La lutte s'est menée à coups d'innovations technologiques qu'une publicité gigantesque imposait aux consommateurs. C'est au début des années 60 que les détergents avaient remplacé totalement le savon et ses dérivés, par rapport auxquels ils constituent un progrès réel. Surtout, ils suppriment le dépôt que laisse le savon dans les fibres quand l'eau est dure (c'est-à-dire contient beaucoup de sels dissous, magnésium et calcium). Ils sont composés de deux éléments : le premier, à base de phosphates, qui sert à adoucir l'eau dure. C'est la majeure partie d'un détergent. Le deuxième, dit agent de surface, qui a la même action, mais en plus fort, que le savon.

C'est ce deuxième élément qui causa la pollution qui fut remarquée en premier : la mousse dans les égouts, les rivières, les lacs et jusque dans l'eau sortant du robinet. Cette pollution était causée par le fait que les agents de surface n'étaient pas biodégradables. C'est-à-dire que contrairement à la plupart des substances déversées dans les eaux, ils n'étaient pas brisés, dégradés en substances plus simples — utilisables par plantes et animaux — par les bactéries qui font ce travail. A partir de 1964 l'industrie des détergeants remplaça, en traînant les pieds, ces agents de surface par d'autres biodégradables, tout en profitant de cette modification pour clai-ronner que cela démontrait son souci du bien public. En fait, dans tous les pays elle ne les remplaça qu'une fois contrainte par la loi ; en effet, aucune compagnie ne veut, par amour de l'environnement, introduire la première, seule, les nouveaux agents de surface, plus coûteux, et par là donner avantage sur elle à ses concurrents qui continueraient à utiliser les anciens. Partout l'industrie fit pression pour retarder les lois jusqu'à ce qu'elle ait pu amortir les machines et les méthodes fabriquant les anciens agents de surface. Et avec la grande vague de sensibilisation sur la question de la pollution à la fin des années 60, les compagnies purent faire de l'introduction d'agents de surface biodégradables un argument publicitaire : « Notre lessive ménage l'environnement, elle est BIODEGRADABLE ».

Mais la principale pollution par les détergents était ailleurs et restait encore à découvrir.

Dans le courant des années 60, les savants et la population s'inquiétèrent de l'eutrophication croissante des lacs. Surfertilisés par les déchets qui y sont déversés, les lacs connaissent une croissance débridée des algues qui épuisent l'oxygène dissous ; la plupart des animaux meurent ou fuient

faute d'oxygène. L'oxygène manque également pour la décomposition des organismes morts : le lac devient un marécage à l'eau impropre à la boisson et aux baignades. Cette surfertilisation provient des phosphates. Le lac Érié est l'exemple le plus catastrophique d'eutrophication. Or 70 % des phosphates qui pénètrent dans le lac Érié proviennent des eaux usées industrielles et urbaines. Et 70 % des phosphates de ces eaux proviennent des détergents. Le reste provient principalement des engrais phosphatés de l'agriculture.

Les années 70 ont vu le début de l'introduction de la troisième phase, chimique, dans les stations d'épuration des eaux, destinée justement à éliminer les phosphates et mettre un terme à l'eutrophication. *L'industrie des détergents et celle des phosphates poussent activement à la mise en place généralisée de cette troisième phase qui, pour une élimination à 90/95 % coûte 3,6 millions de dollars par année aux contribuables pour une ville d'un million d'habitants. Cette solution dispense évidemment l'industrie de modifier la composition de ses détergents et lui permet de mettre à la charge des contribuables les dégâts qu'elle a causés...*

Tout récemment le Dr Angino (Kansas) a découvert jusqu'à 70 ppm d'arsenic dans les substances phosphatées des détergents. Et dans la rivière Kansas jusqu'à 8 ppm ; 10 ppm est le maximum toléré par les services sanitaires. Et l'arsenic est un poison cumulatif... Et il est important de préciser que les chimistes des compagnies de détergents savaient avant la commercialisation du produit qu'il contenait des phosphates et de l'arsenic. Et on sait depuis des siècles que l'arsenic tue et depuis plus de 100 ans que les phosphates fertilisent. Peut-être y a-t-il encore d'autres substances plus malignes encore dans les détergents. Les chimistes des compagnies connaissent les *formules complètes de leurs détergents. Mais ces formules sont jalousement gardées secrètes. Propriété privée oblige !*

A l'heure qu'il est, le problème en est là. L'industrie a proposé des produits de remplacement non phosphatés. Les services du gouvernement américain les ont tous refusés jusqu'ici. Le nitrilotriacétate avec le mercure qu'il y a dans les eaux cause des malformations de l'embryon, certaines des substances auxquelles il donne naissance en se dégradant provoquent le cancer ; les polycarboxylates sont non biodégradables.

## **Et pourtant d'autres solutions existent**

Il existe des détergents sans phosphates, tout aussi efficaces. Mais ils sont beaucoup plus caustiques, par conséquent plus dangereux à manier à la maison. Un enfant pourrait en manger et il en mourrait. Par contre, ces détergents seraient *tout à fait utilisables dans des laveries industrielles, services publics, de quartier ou de ville.*

Les composés phosphatés servent à adoucir l'eau dure. L'eau n'est dure que dans certaines régions. Par conséquent on pourrait prévoir des détergents différents selon les régions.

L'Institut suédois des consommateurs a montré qu'un prélavage avec une petite quantité de détergents puis un lavage avec du savon donne un résultat excellent.

*Mais qui imagine les trusts du détergent intéressés par la vente de savon ou l'installation de laveries de quartier ? Et l'utilisation de détergents différents selon les régions exige une planification dont le système capitaliste est bien incapable ; elle exige aussi une éducation du consommateur incompatible avec le lavage de cerveaux publicitaire.*

## **La technologie bloquée**

Le chapitre de Rothmann qui constitue la charge la plus accablante contre le capitalisme dans l'affaire de la pollution est le chapitre où il décrit simplement tous les moyens techniques qui sont disponibles pour éviter la pollution. Moyens qui restent largement inutilisés en système capitaliste.

- Parce que les industriels cherchent à diminuer au maximum leurs coûts de production pour que leurs profits soient maximums ;
- Parce que la bourgeoisie n'accorde que des ressources financières relativement maigres à ses organismes d'Etat ;
- Parce que l'utilisation efficace de ces moyens exige souvent une planification dont le capitalisme est incapable.

Les techniques d'élimination des déchets liquides et gazeux d'une usine remplissent des livres ; la plupart ont été mises au point il y a de nombreuses années déjà, souvent des décennies.

Pour les déchets liquides : filtration, sédimentation, flottation, oxydation, réduction, osmose inversée, filtration sous vide, centrifugation, etc.

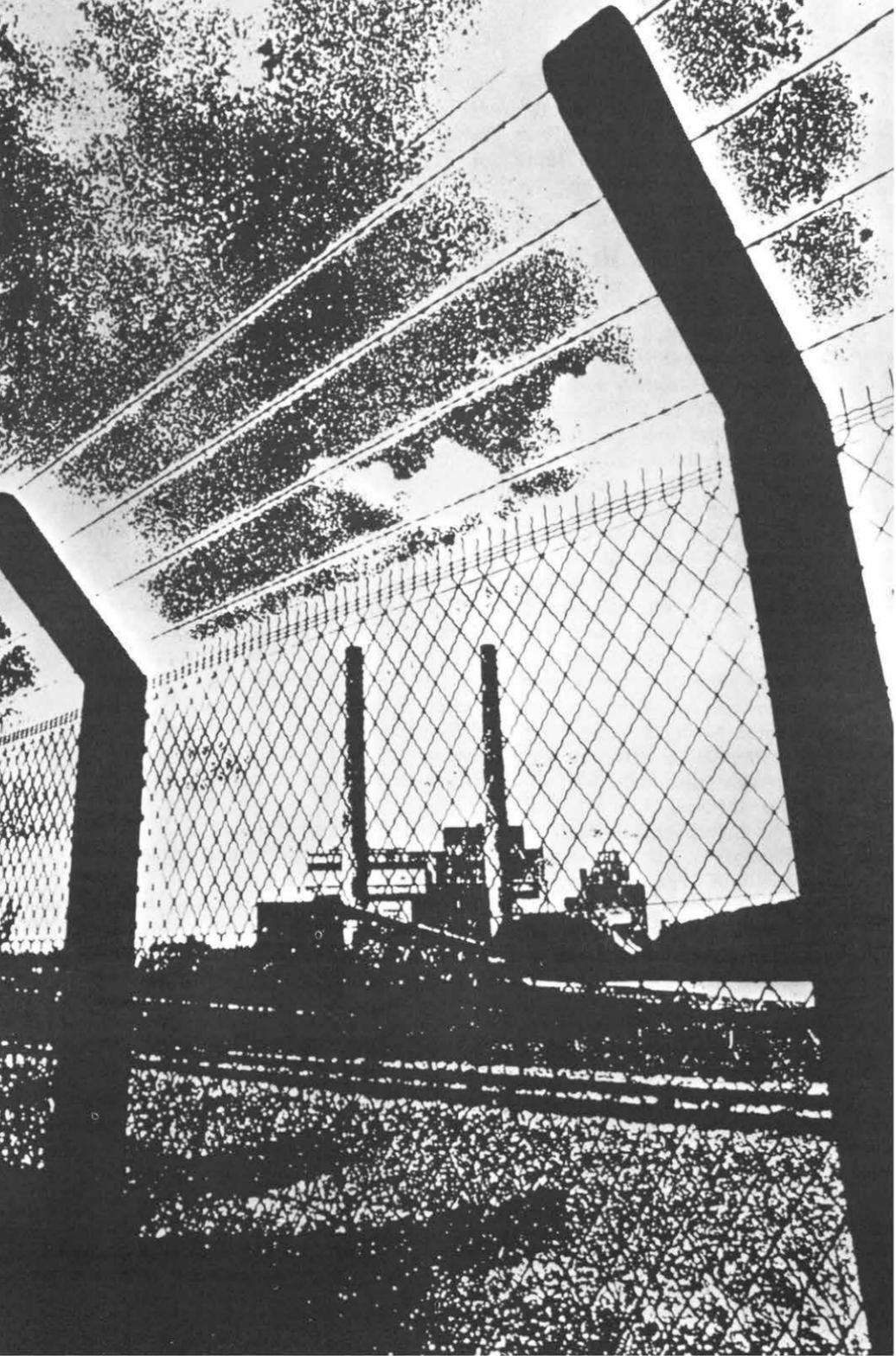
Le principal polluant de l'air est le dioxyde de soufre. Ce gaz se transforme dans l'atmosphère en acide sulfurique, qui redescend avec la pluie et répand le bonheur. L'administration U.S. de limitation de la pollution de l'air a recensé pas moins de 65 méthodes différentes pour éliminer le dioxyde de soufre des fumées d'usine. La plus efficace, dite absorption double, élimine 99,5 % du dioxyde de soufre en le transformant avant la sortie de la cheminée en acide sulfurique qui est récupéré.

Dans la plupart des pays industriels 90 % des déchets solides sont « éliminés » en les versant dans des carrières et autres trous ou en les brûlant à l'air. Dans le nord-ouest de l'Angleterre, il paraît que le moyen le plus rapide pour devenir riche est d'acheter un puits de mine désaffecté et de vendre aux industriels et aux municipalités le droit d'y déverser leurs ordures.

Or, de multiples techniques d'élimination des déchets, sans pollution, existent qui permettent en plus de récupérer diverses matières premières sur l'épuisement desquelles tant de larmes de désespoir sont versées.

La Firestone a mis au point une technique de pyrolyse (chauffage sans air) qui donne enfin une solution pour l'élimination des vieux pneus. Le résultat est 45 % de carbone et 55 % en un mélange de liquides et de gaz analogue au pétrole et qui peut le remplacer pour de nombreux usages. Le Dr Potts de Union Carbide a déclaré que la pyrolyse permettait de transformer les déchets de plastique en cires, graisses, colles et goudrons utilisables.

Les fabricants de papier affirment toujours qu'il est impossible d'utiliser les déchets de papier parce qu'ils sont tachés de graisses, d'encres, etc. Des techniques de lavage existent aujourd'hui qui permettent de débarrasser



les fibres de cellulose de ces substances et de tirer autant de papier d'un camion de balayures que d'un arbre, ce qui permettrait de diminuer l'abatage forcené des forêts que pratique l'industrie du papier.

L'incinération en fours des déchets urbains peut rendre inutiles les dépotoirs, permettre de chauffer des quartiers entiers, elle laisse un résidu solide formé de métaux et de verre. Des aimants et des jets d'air permettent de séparer ces éléments et de les récupérer. Des aimants très puissants permettent même de séparer les verres de différentes couleurs car les colorants du verre contiennent du fer, en quantité différentes selon les couleurs.

Hollis M. Dole, secrétaire assistant aux ressources minières au ministère de l'Intérieur U.S., a déclaré : « *Le potentiel de ressources en matières premières des déchets solides est tellement considérable que l'on doit se demander pourquoi on les appelle déchets.* » Les organismes d'Etat des pays capitalistes contiennent beaucoup de ces technocrates inconscients, qui s'illusionnent sur la rationalité du système capitaliste. Les capitalistes eux-mêmes ont un point de vue différent :

Une enquête, faite par l'Institut des déchets solides de l'association américaine des travaux publics auprès des industriels, a montré qu'ils s'intéressaient de moins en moins aux matières premières récupérées des déchets. La revue *Industrial management* rapporte la déclaration d'un directeur de Carless Capel, compagnie pétrolière anglaise : « *Dans le temps nous avions une succursale qui transformait l'acide sulfurique que nous produisons en tant que déchet en sulfate de cuivre pour le nettoyage des métaux. Mais cette opération a cessé d'être rentable. Idéalement nous aimerions bien réutiliser les déchets mais c'est meilleur marché de les jeter.* » La toujours lucide revue U.S. *Chemical and Engineering News* écrivait en mai 1970 : « *Nombre de réponses techniquement faisables sont économiquement désastreuses (lisez non profitables). Il est évident que la seule technologie n'est pas suffisante.* »

Effectivement, *U.S. Chemical and Engineering News* ne croit pas si bien dire. Ce qui est nécessaire c'est une transformation économique et politique. Seul le socialisme pourra, par la suppression de la logique du profit, par le renversement de la bourgeoisie qui a intérêt à polluer, par la planification et l'autogestion, utiliser pleinement tous ces moyens techniques pour continuer et développer la production industrielle pour le bien-être de l'humanité, sans polluer et sans épuiser les ressources naturelles.

## Les pollueurs en lutte contre la pollution

Le seul moyen, tant soit peu efficace, dont dispose la bourgeoisie pour lutter contre la pollution c'est une législation spéciale avec punitions diverses en cas d'infractions. D'ailleurs le simple fait qu'il faille des interdictions, des polices spéciales, des amendes pour « empêcher » la pollution est la preuve que le capitalisme dans son fonctionnement « naturel » pollue nécessairement.

Dans les dernières années on a vu fleurir des lois contre la pollution dans tous les pays capitalistes avancés. Jusqu'à présent les masses sont

très peu intervenues dans le débat sur la pollution et la plupart des mesures prises ne résultent pas de leur pression directe mais :

— D'une part de la crainte de la bourgeoisie devant la sensibilisation croissante à la pollution dans les masses, crainte que cette sensibilisation ne se concrétise en actions ;

— D'autre part surtout de la pression de certaines couches de capitalistes : tous ceux dont les bâtiments et les machines sont corrodés par l'air pollué, ceux qui ne trouvent plus d'eau suffisamment pure pour les besoins de leur production et enfin tous ceux qui vendent ou pourraient vendre des systèmes anti-pollution. Mais il n'en est point qui se préoccupent du bien-être du peuple. Rothmann cite deux exemples particulièrement instructifs :

1. — En Grande-Bretagne, quinze ans se sont écoulés entre l'annonce par le savant Hueper que la bêta-naphtylamine causait le cancer de la vessie chez les ouvriers qui la produisaient et l'introduction de mesures de précaution puis l'abandon de cette production en 1952.

Mais il a fallu trois ans seulement aux propriétaires terriens et chasseurs anglais représentés par la Chambre des lords pour faire interdire l'enrobage des semences agricoles avec des insecticides qui tuaient les faisans et les perdreaux.

2. — Aux U.S.A. le débat, toujours en cours, sur la pollution par le plomb de l'essence s'est présenté très nettement comme l'affrontement des intérêts de secteurs différents de la bourgeoisie.

Les fabricants d'additifs au plomb tels l'Ethyl Corporation, généralement des industries chimiques de moyenne grandeur, relativement spécialisées, affirment véhémentement avec force rapports scientifiques à l'appui, que la pollution par le plomb n'a aucun effet sur la santé, que l'essence sans plomb coûtera beaucoup plus cher que l'actuelle, que le passage à l'essence sans plomb coûtera très cher en usines, machines, etc., que l'essence sans plomb polluera plus parce que les moteurs tourneront moins efficacement. Par ailleurs, l'Ethyl Corporation déclarait que l'essence sans plomb signifierait pour elle 40 % de baisse de son chiffre d'affaires.

Les compagnies pétrolières, elles, ne sont ni pour ni contre l'essence sans plomb mais se contente de « faire savoir » qu'elle coûtera plus cher.

Les trusts de l'automobile sont bien malgré eux pour l'essence sans plomb car sinon ils ne pourront jamais satisfaire aux exigences légales concernant la pollution par les voitures qui entreront en vigueur en 1975.

Une espèce de capitalistes, elle, affirme véhémentement, avec force rapports scientifiques à l'appui, que le plomb est très nocif pour la santé, que la loi doit interdire absolument l'essence au plomb, que le passage à la fabrication d'essence sans plomb ne coûtera pas très cher et que le prix de l'essence sans plomb ne sera pas beaucoup plus élevé : ce sont les bureaux d'architecture industrielle, les constructeurs d'usines et de machines à qui les industries pétrolières et automobiles devront passer de grosses commandes pour produire et utiliser l'essence sans plomb.

Mais ce serait une erreur de croire que le fait que des capitalistes aient un intérêt à la lutte contre la pollution va assurer progressivement l'élimination de la pollution. Les capitalistes vendeurs de systèmes anti-pollution ne sont qu'une minorité. Et eux mêmes et les nombreux capitalistes qui souffrent de la pollution polluent également.

Les lois anti-pollution de la bourgeoisie ont une efficacité très limitée, mais réelle. Elles ont le soutien, nous l'avons vu, de certains capitalistes et la bourgeoisie dans son ensemble doit faire quelque chose contre la pollution avant que les masses ne s'en mêlent. Des succès partiels et locaux ont été obtenus : plus de smog dans les villes anglaises, en Suisse, amélioration de l'état du lac de Zurich...

Mais ces lois et celles qui viendront encore ne pourront jamais éliminer la pollution en tant que phénomène global. Rothmann montre très bien que toutes ces lois sont limitées très précisément à un type de pollution, à un polluant, à un milieu pollué, etc. Les limites de pollution tolérées sont généralement difficilement utilisables : par exemple les lois sur la pollution des eaux fixent des exigences de qualité de l'eau des lacs et rivières, mais si ces exigences ne sont pas remplies, laquelle des 36 usines riveraines est responsable et doit être poursuivie ? Alors qu'il faudrait au moins qu'elles fixent des exigences de qualité des déchets liquides à la sortie de l'usine. La seule loi qui en est si loin est un projet de loi de Nixon, pas encore accepté. Surtout toutes les lois entrent en vigueur plusieurs années après le mal qu'elles doivent guérir : la législation bourgeoise anti-pollution guérit ponctuellement mais ne prévient pas. Quand une usine introduit une nouvelle technique de production, elle se garde bien d'annoncer que cela va l'amener à déverser telle nouvelle substance dans la rivière. Il s'écoulera 2 à 5 ans jusqu'à ce qu'un laboratoire d'Etat ou d'université la découvre et 2 à 5 ans supplémentaires pour qu'une loi intervienne. Seule la planification socialiste pourra réellement prévenir la pollution.

Mais le facteur limitant, fondamental et décisif, de l'efficacité de ces lois réside ailleurs et cela Rothmann ne le montre pas réellement. Il réside dans le fait qu'en système capitaliste toutes les lois contre la pollution doivent affronter les capitalistes qui ont intérêt à polluer et c'est leur Etat, chargé de sauvegarder leurs intérêts, qui est censé faire appliquer ces lois.

Le fondement du système capitaliste, que l'Etat bourgeois a charge de sauvegarder, c'est le droit à la propriété privée des moyens de production, qui implique le droit au profit maximum pour les propriétaires. Des lois anti-pollution idéales, exhaustives, d'une sévérité implacable pourraient être promulguées à certains moments ; mais aucune loi anti-pollution ne sera appliquée jusqu'au point de limiter de façon globalement importante ces droits. L'histoire des législations de stabilisation des prix fournit un exemple dont l'enseignement est clair. Dans l'Allemagne nazie des lois draconiennes contre les augmentations de prix ont été promulguées, les services d'Etat chargés de les appliquer ont été dotés de pouvoirs d'une extension et d'une force unique dans l'histoire de l'Etat bourgeois, des peines d'une sévérité unique également ont été prévues, et pourtant les prix sont montés régulièrement de façon importante. Profit oblige.

Dans le cas de la pollution le problème se pose en termes très concrets. Le maintien de la production industrielle à son niveau actuel mais avec suppression totale de la pollution coûterait très, très cher. *En est seul capable le socialisme, avec la rentabilité globale (et non plus privée) supérieure de l'économie, l'élimination de gaspillages gigantesques que permet la planification centralisée autogérée.*

De très nombreuses entreprises capitalistes doivent leur place sur le marché, et leurs profits, au fait qu'en polluant elles transfèrent sur la population, sous forme de nuisances et de maladies une partie importante de leurs coûts de production. Un représentant de la National Steel Corporation des U.S.A. a déclaré : « *Pour l'industrie de l'acier, purifier toutes nos eaux selon les normes recommandées en 1965 par le Service de la santé publique signifierait une facture de 260 millions de dollars par an, soit un quart de nos revenus.* » Entre mettre en danger la rentabilité d'une entreprise et ne pas appliquer entièrement les lois anti-pollution, les organismes d'Etat bourgeois et leur personnel choisiront chaque fois le deuxième terme de l'alternative, surtout dans une période où la concurrence sur le marché mondial ne fait que s'exacerber, où la fin du cycle économique, la révolution coloniale et les luttes ouvrières tendent à diminuer les marges de profit. Les pollutions les plus criantes seront dans une mesure sensible diminuées, mais LA POLLUTION subsistera.

Dans les faits aujourd'hui les capitalistes ne sont pas chauds du tout pour lutter contre la pollution, à moins qu'ils ne puissent en faire supporter le coût à la population par les hausses des impôts et des prix.

Rothmann cite Herbert Doan, président de Dow Chemical : « *En fait, et malgré beaucoup de paroles et de publicité, et quelques progrès, partout ça traîne les pieds en matière de lutte contre la pollution. C'est un simple fait de la vie et... une nécessité économique que cette mauvaise volonté et cette lenteur pourraient être transformées facilement et à bon marché en enthousiasme et rapidité si l'on fournissait des stimulants à l'industrie.* » Et les capitalistes disent ouvertement quels stimulants ils aimeraient : des dégrèvements fiscaux et des subventions. Et l'Etat leur en fournira. L'Etat suédois, par exemple, subventionne à 25 % tous les investissements anti-pollution de l'industrie privée.

Ainsi pour la classe ouvrière le bilan de la pollution est clair : les capitalistes l'ont causée pour le bien de leur profits ; la classe ouvrière en a supporté le coût sous forme de nuisances, d'enlaidissement des logements et des sites de loisir, de bruit, de maladies, de morts. Les capitalistes veulent la lui faire payer une seconde fois, sous forme d'impôts et de prix accrus pour financer une pseudo élimination de la pollution tout en sauvegardant les profits.

La seule lutte véritable contre la pollution est la lutte pour la révolution socialiste.

Dans l'immédiat la classe ouvrière doit s'opposer à ce que la bourgeoisie finance sa lutte contre la pollution en abaissant son pouvoir d'achat.

En outre, certaines actions directes contre de gros pollueurs — comme cela s'est posé au Japon — peuvent s'inscrire dans la problématique générale du contrôle ouvrier.



changeons  
la ville -

changeons  
la ville -